



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2012

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2012, clos le 30 juin. Les comptes du premier semestre ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes ; ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2012 et 2011 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2011 (« données comparables »).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ET DES COMPTES DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2012

Avec une parité moyenne de \$ 1,28 / € 1, le dollar s'est inscrit en hausse de 12 % par rapport au deuxième trimestre 2011 (\$ 1,44 / € 1). Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique d'augmenter de 5 % le chiffre d'affaires et de € 1,2 million (+ 26 %) le résultat opérationnel du trimestre dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Des commandes toujours ralenties par une conjoncture dégradée

La société avait anticipé que l'environnement macroéconomique, au moins pendant la première moitié de l'année, resterait aussi dégradé qu'au quatrième trimestre 2011. Le deuxième trimestre 2012 a été marqué par une nouvelle détérioration de la conjoncture et par un ralentissement économique dans de nombreux pays développés ou émergents.

Dans ce contexte, l'attentisme des clients s'est accru et les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, qui s'élèvent au total à € 17,7 millions, diminuent de 20 % par rapport au deuxième trimestre 2011 : – 18 % pour les nouvelles licences de logiciels et – 21% pour les équipements de CFAO.

En diminution de 2 %, alors qu'elles étaient encore en hausse de 2 % au premier trimestre 2012, les ventes de pièces détachées et de consommables (€ 11,2 millions) traduisent une contraction des niveaux de production des entreprises clientes.

Un chiffre d'affaires et des résultats supérieurs aux anticipations de la société

Le chiffre d'affaires s'élève à € 51,7 millions, en diminution de 6 % par rapport au deuxième trimestre 2011. A données réelles, il diminue de 1 %.

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 23,4 millions) recule de 14 %. Les revenus récurrents (€ 28,3 millions) augmentent de 1 %, résultant d'une progression de 5 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents et de la baisse de 2 % de celui des pièces détachées et consommables.

Le résultat opérationnel s'élève à € 5,5 millions. A données comparables, il diminue de € 3,1 millions (– 41 %) et la marge opérationnelle (10,6 %) de 5,4 points. A données réelles, le résultat opérationnel diminue de € 1,9 million (– 26 %) et la marge opérationnelle de 3,6 points.

Le bénéfice net s'établit à € 3,6 millions ; il recule de € 1,5 million (– 30 %) à données réelles par rapport au deuxième trimestre 2011 (€ 5,1 millions).

Le cash-flow libre s'élève à € 2,9 millions (€ 5,2 millions au deuxième trimestre 2011).

Progression du plan de transformation de l'entreprise

Malgré le contexte économique et comme annoncé dans son rapport du 9 février, la société a décidé de privilégier en 2012 sa stratégie de long terme plutôt que sa rentabilité, en renforçant sur la période 2012-2013 ses équipes commerciales et marketing et en poursuivant une politique d'investissement soutenue de R&D.

Ce plan, dont l'avancement se poursuit comme prévu, fera sentir son plein effet à partir de 2014 en permettant à la société, dès la fin de la crise, de réaliser pleinement son potentiel de croissance sur ses marchés géographiques et sectoriels les plus porteurs. Pour l'exercice en cours, il représente un réinvestissement de 2 points de marge opérationnelle qui se traduit par une augmentation des frais fixes de l'ordre de € 4,5 millions, soit la moitié de l'augmentation totale de € 9 millions (+ 9 %) prévue. Ces frais fixes resteront par ailleurs soumis à une grande rigueur de gestion.

Lancement de la nouvelle génération de découpeurs Vector

Le 2 juillet, la société a annoncé le lancement commercial de sa nouvelle génération de découpeurs de tissus et matériaux composites Vector.

Les moyens exceptionnels mis en œuvre pour son développement ont donné naissance à une offre complète, intégrée et unique. Celle-ci permet aux entreprises clientes d'accroître la maîtrise et l'optimisation de leurs opérations de production, tout en augmentant leur compétitivité et leur rentabilité. Reconnue comme la solution la plus performante du marché, la précédente génération de Vector, lancée en février 2007 et restée sans équivalent, a permis à Lectra, avec plus de 1 600 découpeurs vendus, d'augmenter ses parts de marché sur l'ensemble de ses secteurs d'activité et de renforcer son leadership dans la mode et l'automobile.

La société avait déjà lancé sa nouvelle gamme de découpeurs cuir Versalis mi-2011 pour la maroquinerie, fin 2011 pour l'automobile et début 2012 pour l'ameublement.

2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2012

Avec une parité moyenne de \$ 1,30 / € 1 sur le semestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 8 % par rapport au premier semestre 2011 (\$ 1,40 / € 1). Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique d'augmenter de 4 % le chiffre d'affaires et de € 1,6 million (+ 20 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Les hypothèses d'activité et de résultats formulées par la société le 9 février 2012 prévoyaient une conjoncture économique aussi dégradée qu'au quatrième trimestre 2011 jusqu'au 30 juin. Son plan de marche anticipait, pour le premier semestre, un chiffre d'affaires de € 95 millions et un résultat opérationnel de € 7,2 millions. Au 30 juin, ses résultats sont en avance sur ces anticipations.

Commandes

Au total, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO s'élèvent à € 36,7 millions, en diminution de 18 % par rapport au premier semestre 2011 : – 14 % pour les nouvelles licences de logiciels et – 19 % pour les équipements de CFAO.

Géographiquement, la situation demeure contrastée. Les commandes progressent de 8 % en Amérique du Nord mais diminuent de 30 % en Amérique du Sud, soit au total, dans les Amériques, un recul de 5 %. Elles baissent de 14 % en Europe et de 34 % en Asie-Pacifique. Dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord et du Sud, Turquie, Moyen-Orient...), elles augmentent de 16 %.

En retrait de 13 %, les pays émergents, avec 54 % du total des commandes, restent prépondérants.

Les pays développés (46 % du total) enregistrent un recul de 22 %.

Cette baisse des commandes touche tous les secteurs d'activité : – 16 % dans la mode, – 19 % dans l'automobile, – 20 % dans l'ameublement et – 18 % dans les autres industries. Ces marchés ont représenté respectivement 50 %, 36 %, 7 % et 7 % du montant total des commandes.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 99,5 millions en diminution de 6 % (– 3 % à données réelles) par rapport au premier semestre 2011.

En progression de 13 % dans les Amériques, il recule de 9 % en Europe et de 23 % en Asie-Pacifique. Ces trois régions ont représenté respectivement 24 %, 48 % (dont 10 % pour la France) et 21 % du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (7 % du total du Groupe) augmente de 25 %.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 12,1 millions) est en retrait de 13 %. Il contribue à hauteur de 12 % au chiffre d'affaires global (13 % au premier semestre 2011).

Les équipements de CFAO (€ 27,4 millions) affichent une diminution de 14 % et représentent 28 % du chiffre d'affaires global (30 % en 2011).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 3,9 millions) diminue de 22 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 43,6 millions) recule de 15 %. Il représente 44 % du chiffre d'affaires global (48 % en 2011).

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 55,9 millions) augmentent de € 1,1 million (+ 2 %). Ils représentent 56 % du chiffre d'affaires global (52 % au premier semestre 2011).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 59 % des revenus récurrents et à 33 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 33,0 millions. Après avoir diminué de 3 % en 2010, puis de 1 % en 2011, il retrouve le chemin de la croissance en 2012 avec une progression de 4 % au premier semestre.

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents se décompose ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 15,6 millions), en hausse de 5 % par rapport au premier semestre 2011, représentent 16 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 17,4 millions), en augmentation de 4 %, représentent 17 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 22,0 millions) reste stable.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes au 30 juin (€ 8,3 millions) diminue de € 2,2 millions par rapport au 1^{er} janvier, le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO étant supérieur au montant des commandes enregistrées au cours du semestre. Il est nettement inférieur à

celui du 30 juin 2011 (€ 17,6 millions).

Le carnet de commandes comprend € 8,0 millions livrables au troisième trimestre 2012 et le solde de € 0,3 million au quatrième trimestre.

Marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 72,6 %. A données comparables, il s'élève à 72,0 % et progresse de 1,6 point par rapport au premier semestre 2011 (70,4 %).

Cette augmentation provient à la fois de l'évolution du mix produits et de la hausse des taux de marge brute de l'ensemble des lignes de produits.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de services ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 62,9 millions, en augmentation de € 2,4 millions (+ 4 %) par rapport au premier semestre 2011. Ils se décomposent ainsi :

- € 56,4 millions de frais fixes, en progression de € 3,2 millions (+ 6 %) ;
- € 6,5 millions de frais variables, en diminution de € 0,8 million (- 12 %).

L'augmentation des frais fixes reflète notamment les impacts du plan de transformation de l'entreprise (cf. chapitre 1).

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions liées à certains programmes de R&D, elles s'élèvent à € 9,0 millions et représentent 9,0 % du chiffre d'affaires (€ 9,3 millions et 9,1 % en 2011). Les frais nets de R&D, après déduction du crédit d'impôt recherche s'établissent à € 6,0 millions (€ 6,0 millions en 2011).

Modification de la méthode de comptabilisation des engagements de retraite

Comme indiqué dans le rapport sur l'activité et les comptes du premier trimestre, publié le 28 avril 2012, le Groupe a décidé de modifier la méthode de comptabilisation de ses pertes et gains actuariels des engagements de retraite à prestations définies dans le cadre de la norme actuelle IAS 19 – Avantages du personnel. Jusqu'au 31 décembre 2011, les pertes et gains actuariels étaient intégralement comptabilisés dans le compte de résultat consolidé. À compter du 1^{er} janvier 2012, le Groupe a décidé de reconnaître l'intégralité des pertes et gains actuariels dans l'état du résultat global consolidé. L'impact de cette décision est décrit en note 2 des notes annexes au présent rapport.

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel s'établit à € 9,3 millions. A données comparables, il s'élève à € 7,8 millions et diminue de € 5,1 millions (- 40 %) par rapport au premier semestre 2011 (€ 12,9 millions). A données réelles, le recul est de € 3,5 millions (- 28 %).

La marge opérationnelle s'établit à 9,4 %. A données comparables, elle diminue de 4,5 points par rapport à celle du premier semestre 2011 (12,6 %). A données réelles, la diminution est de 3,2 points.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,6 million, inférieure à celle du premier semestre 2011 (€ 0,9 million) compte tenu de la diminution importante du montant résiduel de l'emprunt à moyen-terme entre les deux périodes. Le résultat de change est nul du fait des couvertures de l'exposition au risque de change sur le dollar américain pour le premier semestre.

Compte tenu d'une charge d'impôt de € 2,5 millions, le bénéfice net s'établit à € 6,3 millions (€ 8,8 millions au premier semestre 2011), soit un recul de 29 % à données réelles.

Le bénéfice net par action sur capital de base s'élève à € 0,22 et celui sur capital dilué à € 0,21 (€ 0,31 et € 0,30 respectivement au premier semestre 2011).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 8,0 millions (€ 8,4 millions en 2011). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation positive de € 10,6 millions, d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 0,5 million et d'investissements de € 3,0 millions (cf. note 7 des notes annexes au présent rapport).

Il n'y a pas eu d'élément à caractère non récurrent (décaissement de € 0,9 million au premier semestre 2011).

Le crédit d'impôt recherche du semestre (€ 2,9 millions) a été comptabilisé mais non encaissé. S'il avait été encaissé, le cash-flow libre aurait été de € 10,9 millions et supérieur de € 4,6 millions au résultat net.

Structure financière

Au 30 juin 2012, les capitaux propres s'élèvent à € 58,4 millions (€ 58,7 millions au 31 décembre 2011), après paiement, le 10 mai 2012, d'un dividende de € 6,3 millions au titre de l'exercice 2011 décidé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2012.

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues dans le cadre du contrat de liquidité désormais géré par Exane BNP Paribas, valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 0,6 million (€ 0,7 million au 31 décembre 2011).

La trésorerie disponible s'établit à € 27,8 millions (€ 26,3 millions au 31 décembre 2011).

Les dettes financières sont de € 17,3 millions (€ 17,7 millions au 31 décembre 2011) :

- € 15,9 millions correspondent à l'emprunt à moyen terme mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007. Compte tenu des remboursements anticipés déjà réalisés, les remboursements contractuels de 2012 sont réduits à € 0,6 million. Du fait de la réduction des swaps de taux depuis le 1^{er} juillet et de leur extinction le 31 décembre 2012, le taux d'intérêt effectif global serait réduit à 3,11 % au second semestre puis à 1,91 % jusqu'au dernier remboursement le 31 décembre 2013, dans l'hypothèse où le taux Euribor 3 mois resterait identique à celui du 30 juin 2012.
- € 1,4 million correspondent à des avances publiques, remboursables sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

En conséquence, la trésorerie nette est positive de € 10,5 millions au 30 juin 2012 (€ 8,6 millions au 31 décembre 2011).

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Conformément à la première résolution approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 avril 2012, la valeur nominale des actions composant le capital social a été augmentée pour la porter de € 0,97 à € 1,00. En conséquence, le capital social au 30 juin 2012 est de € 28 919 871 divisé en 28 919 871 actions d'une valeur nominale de € 1,00 (il était de € 28 036 501,70 divisé en 28 903 610 actions d'une valeur nominale de € 0,97 au 31 décembre 2011).

Depuis le 1^{er} janvier 2012, il a été augmenté de 16 261 actions du fait de la levée d'options de souscription d'actions (soit une augmentation de € 0,1 million du capital social et de la prime d'émission).

Le 17 février 2012, la société Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 5 % du capital, puis celui de 5 % des droits de vote de la société le 21 février, et détenir à cette date 5,12 % du capital et 5,04 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2012.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 38 % du capital et des droits de vote,
- la Financière de l'Echiquier et la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), détiennent chacune plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elles assurent la gestion.
- Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni) détient plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote, pour le compte de fonds dont elle assure la gestion.

Actions de la société détenues en propre – Mise en œuvre d'un nouveau contrat de liquidité avec Exane BNP Paribas

Depuis le 21 mai 2012, Lectra a confié à Exane BNP Paribas l'animation de son titre dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers. Le contrat de liquidité était jusque-là géré par SG Securities (Société Générale).

Les moyens mis à disposition de ce nouveau contrat sont de 146 965 actions Lectra et de € 17 870. La société pourra augmenter les actifs affectés à ce contrat, si nécessaire, à concurrence de € 1 000 000, sans toutefois dépasser la contrevaleur de 150 000 actions Lectra.

Au 30 juin 2012, la société détenait 0,4 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité.

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 juin 2012, le cours était de € 4,50, en baisse de 2,2 % par rapport au 31 décembre 2011 (€ 4,60). Le cours a affiché un plus bas de € 4,04 le 15 juin et un plus haut de € 5,42 le 10 février. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont progressé respectivement de 1 % et 5 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées depuis le début de l'année (2,3 millions) a diminué de 52 % et les capitaux échangés (€ 10,7 millions) de 62 % par rapport au premier semestre 2011.

4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN

En dehors du lancement de la nouvelle génération de découpeurs Vector, le 2 juillet, aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du troisième trimestre seront publiés le 25 octobre, après la clôture de NYSE Euronext.

6. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a longuement développé ses perspectives pour l'exercice en cours et à moyen-terme dans son rapport financier du 9 février 2012 et son rapport annuel 2011, auxquels il convient de se référer.

Elle indiquait que l'année 2011 s'était achevée par un retour à une situation de crise économique, financière et monétaire, d'ampleur et de durée incertaines, et par une révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2012 et 2013 de la plupart des pays développés et émergents. Le contexte électoral dans de nombreux pays pouvait par ailleurs accentuer les incertitudes.

Depuis le début de l'année, les conditions macroéconomiques ne se sont pas améliorées et ont même montré des signes de dégradation, compte tenu de la persistance des inquiétudes sur les dettes souveraines des Etats-Unis et de certains pays européens ainsi que sur la crise de la zone euro et ses répercussions mondiales, et du ralentissement de la croissance dans certains pays émergents, la Chine et l'Inde en particulier. Les prévisions de croissance pour 2012 et 2013 de la plupart des pays ont de ce fait été à nouveau revues à la baisse dans les semaines précédant la publication de ce rapport.

Plus encore que la dégradation de l'environnement macroéconomique, la société soulignait que l'alternance de nouvelles positives et négatives, l'absence de visibilité et l'accroissement des inquiétudes des entreprises tant que des premiers signes d'une amélioration durable de la conjoncture ne seront pas perceptibles, pèsent fortement sur leurs décisions d'investissement. Ce climat est toujours d'actualité, l'exigence de prudence et de vigilance doit donc être maintenue.

La société a cependant abordé 2012 avec des fondamentaux financiers et opérationnels totalement différents qu'à la veille de l'éclatement de la crise en 2008-2009. Radicalement transformée, sa structure financière est aujourd'hui très solide. En particulier, sa trésorerie nette positive de € 10,5 millions constitue un atout important.

Perspectives 2012

Dans ce contexte, la société avait formulé le 9 février 2012 deux hypothèses d'activité et de résultats pour l'exercice, identiques pour le premier semestre et différents selon l'évolution de la conjoncture pour la deuxième moitié de l'année.

La première hypothèse prévoyait une conjoncture économique aussi dégradée qu'au quatrième trimestre 2011 jusqu'au 30 juin, puis retrouvant ensuite son niveau du premier semestre 2011. Dans la deuxième hypothèse, la conjoncture restait dégradée toute l'année.

Dans cette deuxième hypothèse, aujourd'hui la plus probable, la société avait considéré que les commandes de nouveaux systèmes pourraient s'inscrire en baisse de 17 % et le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes d'environ 24 %, conduisant à un chiffre d'affaires total de l'ordre de € 190 millions. Le résultat opérationnel courant s'établirait à environ € 15 millions, dégageant une marge opérationnelle courante de l'ordre de 8 %, et le résultat net à environ € 10 millions – des anticipations supérieures aux performances d'avant-crise. Ces chiffres étaient établis sur la base d'une parité moyenne de \$ 1,30 / € 1.

En avance sur ce scénario, les performances du premier semestre permettent d'envisager un chiffre d'affaires et des résultats supérieurs, si cette avance se maintenait au second semestre.

La société a par ailleurs couvert, le 5 juillet, son exposition nette estimée au dollar américain pour le second semestre par des achats d'options de change (*puts dollars / calls euros*) qui garantissent une parité de \$ 1,30 / € 1 si elle les exerçait, tout en permettant de bénéficier de la hausse du

dollar en deçà de cette parité. Si elle se maintenait à son niveau actuel (\$ 1,21 / € 1 à la date du présent rapport), cette parité aurait un impact positif sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du second semestre (cf. note 14 des notes annexes au présent rapport).

Confiance dans les perspectives de croissance à moyen terme

Comme l'a prouvé le très fort rebond des commandes en 2010 et au premier semestre 2011, une fois la crise définitivement passée, les entreprises des différents marchés géographiques et sectoriels de la société devraient accélérer ou rattraper les investissements gelés ou repoussés depuis plusieurs années et se doter des moyens technologiques indispensables au renforcement de leur compétitivité. Avec la crise et ses prolongements en 2012, leurs défis ont été amplifiés.

Confortée par ses résultats de 2010 et 2011, la solidité de son modèle économique et la pertinence de son plan d'actions 2012, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration

Le 26 juillet 2012

Attestation de la société relative au rapport du premier semestre 2012

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice".

Paris, le 26 juillet 2012

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011	30 juin 2011
Ecart d'acquisition	31 558	31 309	30 371
Autres immobilisations incorporelles	4 910	4 742	5 244
Immobilisations corporelles	12 576	11 589	10 810
Actifs financiers non courants	1 856	1 899	1 627
Impôts différés	8 905	9 543	10 909
Total actif non courant	59 805	59 081	58 961
Stocks	23 024	21 112	21 633
Clients et comptes rattachés	34 690	44 533	36 923
Créances d'impôt courant sur les sociétés	13 325	10 841	9 580
Autres actifs courants	7 289	6 346	7 794
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 804	26 320	31 035
Total actif courant	106 132	109 152	106 965
Total actif	165 937	168 233	165 926

PASSIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011	30 juin 2011
Capital social	28 920	28 037	28 018
Primes d'émission et de fusion	2 524	2 487	2 453
Actions détenues en propre	(589)	(722)	(446)
Ecart de conversion	(8 731)	(8 816)	(9 130)
Réserves et résultats consolidés	36 249	37 700	26 982
Capitaux propres	58 374	58 686	47 876
Engagements de retraite et autres avantages du personnel	5 414	4 512	4 108
Emprunts et dettes financières à long terme	6 629	16 684	21 936
Total passif non courant	12 043	21 196	26 044
Fournisseurs et autres passifs courants	44 472	46 696	47 417
Produits constatés d'avance	36 304	35 722	33 543
Dette d'impôt exigible	758	1 776	1 327
Emprunts et dettes financières à court terme	10 631	1 005	6 336
Provisions	3 355	3 152	3 383
Total passif courant	95 520	88 351	92 006
Total passif et capitaux propres	165 937	168 233	165 926

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2012 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2012 (six mois)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2011 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2011 (six mois)
Chiffre d'affaires	51 664	99 477	52 352	102 129
Coût des ventes	(14 364)	(27 240)	(15 805)	(30 228)
Marge brute	37 300	72 237	36 547	71 901
Frais de recherche et développement	(2 948)	(6 027)	(3 082)	(6 019)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(28 859)	(56 876)	(26 046)	(53 001)
Résultat opérationnel	5 493	9 334	7 419	12 881
Produits financiers	85	162	160	268
Charges financières	(391)	(775)	(624)	(1 192)
Résultat de change	128	5	(141)	112
Résultat avant impôts	5 315	8 726	6 814	12 069
Impôts sur le résultat	(1 740)	(2 457)	(1 690)	(3 277)
Résultat net	3 575	6 269	5 124	8 792
<hr/>				
(en euros)				
Résultat par action				
Résultat :				
- de base	0,12	0,22	0,18	0,31
- dilué	0,12	0,21	0,17	0,30
Nombre d'actions utilisé pour les calculs :				
- résultat de base	28 774 418	28 769 825	28 749 907	28 611 406
- résultat dilué	29 185 837	29 234 916	29 513 192	29 315 615

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2012 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2012 (six mois)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2011 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2011 (six mois)
Résultat net	3 575	6 269	5 124	8 792
Ecart de conversion	225	85	(79)	(253)
Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies	(3)	(919)	0	0
Part efficace de la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	126	219	222	635
Effet d'impôts sur les éléments du résultat global	(42)	158	(74)	(212)
Résultat global total	3 881	5 812	5 193	8 962

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉS

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin (en milliers d'euros)	2012	2011
I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE		
Résultat net	6 269	8 792
Amortissements et provisions d'exploitation	3 722	1 837
Eléments non monétaires du résultat	(252)	302
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(37)	(9)
Variation des impôts différés	862	1 608
Capacité d'autofinancement d'exploitation	10 564	12 530
Variation des stocks et en-cours	(2 198)	(1 321)
Variation des créances clients et comptes rattachés	9 113	4 689
Variation des autres actifs et passifs courants	(6 455)	(6 123)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	460	(2 755)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	11 024	9 775
II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 007)	(615)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 152)	(1 021)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	118	98
Acquisitions d'immobilisations financières	(363)	(336)
Cessions d'immobilisations financières	420	449
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(2 984)	(1 425)
III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	53	1 788
Versement de dividendes	(6 330)	(5 164)
Achats par la société de ses propres actions	(237)	(516)
Ventes par la société de ses propres actions	285	848
Accroissement des dettes long terme et court terme	0	0
Remboursement des dettes long terme et court terme	(374)	(4 320)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(6 603)	(7 364)
Variation de la trésorerie	1 437	986
 Trésorerie à l'ouverture	26 320	30 174
Variation de la trésorerie	1 437	986
Incidence de la consolidation de Lectra Maroc	137	0
Incidence des variations de cours de change	(90)	(125)
 Trésorerie à la clôture	27 804	31 035
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	8 040	9 253
Eléments non récurrents du cash-flow libre	0	(903)
 Cash-flow libre	8 040	8 350
 Impôts décaissés (remboursés), nets	2 088	(70)
Intérêts décaissés	403	860

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social			Primes d'émission et de fusion	Actions détenues en propre	Ecarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social					
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2011	28 499 014	0,97	27 644	1 039	(386)	(8 877)	22 612	42 032
Résultat net							8 792	8 792
Autres éléments du résultat global						(253)	423	170
Resultat global						(253)	9 215	8 962
Exercice d'options de souscription d'actions	385 046	0,97	373	1 414				1 787
Valorisation des options de souscription d'actions							58	58
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(60)			(60)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							261	261
Dividendes							(5 164)	(5 164)
Capitaux propres au 30 juin 2011	28 884 060	0,97	28 018	2 453	(446)	(9 130)	26 982	47 876
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2011	28 499 014	0,97	27 644	1 039	(386)	(8 877)	22 612	42 032
Résultat net ⁽¹⁾							19 456	19 456
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾						61	294	355
Resultat global						61	19 750	19 811
Exercice d'options de souscription d'actions	404 596	0,97	392	1 449				1 841
Valorisation des options de souscription d'actions							257	257
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(336)			(336)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							245	245
Dividendes							(5 164)	(5 164)
Capitaux propres au 31 décembre 2011	28 903 610	0,97	28 037	2 487	(722)	(8 816)	37 700	58 686
Résultat net							6 269	6 269
Autres éléments du résultat global						85	(542)	(457)
Resultat global						85	5 727	5 812
Augmentation de la valeur nominale des actions		0,03	868				(868)	0
Exercice d'options de souscription d'actions	16 261	0,97	16	37				53
Valorisation des options de souscription d'actions							76	76
Vente (achat) par la société de ses propres actions					133			133
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							(56)	(56)
Dividendes							(6 330)	(6 330)
Capitaux propres au 30 juin 2012	28 919 871	1,00	28 920	2 524	(589)	(8 731)	36 249	58 374

(1) Conformément à IAS 8, les impacts du changement de méthode concernant la comptabilisation des pertes et gains actuariels issus de la valorisation des engagements de retraite à prestations définies dans les autres éléments du résultat global, tel que décrit dans la note 2 des notes annexes aux comptes consolidés du premier semestre 2012 ci-après, ont été retraités du tableau de variation des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2011.

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2012

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir et textiles techniques. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de quelques produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 350 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne 23 000 clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2011, réalisé en direct 90 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 740 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 220 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 150 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO et de services associés), moteur de la croissance de la société ;
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des autres revenus statistiquement récurrents sur la base installée (ventes de pièces détachées et consommables et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche annuel applicable en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les comptes consolidés condensés au 30 juin 2012 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, disponibles sur www.lectra.com.

Les comptes consolidés au 30 juin 2012 sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2011, à l'exception du point présenté ci-dessous sur la comptabilisation des engagements de retraite à prestations définies. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 26 juillet 2012 et ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes ; ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen limité.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne les ventes de nouvelles licences et d'équipements de CFAO. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2012 traduits à cours de change 2011, comparés aux données réelles 2011.

Changement de méthode comptable – Comptabilisation des pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite dans l'état du résultat global

Le Groupe a décidé de modifier la méthode de comptabilisation de ses pertes et gains actuariels issus de la valorisation de ses engagements de retraite à prestations définies dans le cadre de la norme actuelle IAS 19 – Avantages du personnel.

Jusqu'au 31 décembre 2011, les pertes et gains actuariels étaient intégralement comptabilisés dans le compte de résultat consolidé. A compter du 1^{er} janvier 2012, le Groupe a décidé de reconnaître l'intégralité des pertes et gains actuariels dans l'état du résultat global consolidé. Ce changement de méthode comptable a été motivé par la perspective de l'application en 2013 de la norme IAS 19

révisée, rendant obligatoire cette option de comptabilisation des pertes et gains actuariels en fonds propres. Le Groupe estime que ce changement de méthode améliore la pertinence des états financiers consolidés, éliminant ainsi les effets de la volatilité des hypothèses actuarielles retenues dans le calcul de ses engagements de retraite à prestations définies au sein du compte de résultat consolidé.

Conformément à IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs, ce changement de méthode a été appliqué de façon rétrospective ; les états financiers 2011 ont été retraités en conséquence de la façon suivante :

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	2011 publié	2011 retraité
Chiffre d'affaires	205 923	205 923
Coût des ventes	(61 613)	(61 613)
Marge brute	144 310	144 310
Frais de recherche et développement	(11 463)	(11 463)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(103 925)	(103 544)
Résultat opérationnel	28 922	29 303
Résultat avant impôts	27 209	27 590
Impôts sur le résultat	(8 012)	(8 134)
Résultat net	19 197	19 456

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	2011 publié	2011 retraité
Résultat net	19 197	19 456
Ecarts de conversion	61	61
Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies	0	(381)
Part efficace de la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	837	837
Effet d'impôts sur les éléments du résultat global	(284)	(162)
Résultat global total	19 811	19 811

Le montant global des pertes actuarielles sur les engagements de retraite 2011, d'un montant de € 381 milliers, comptabilisé dans les comptes 2011 publiés dans les « Frais commerciaux, généraux et administratifs », figure après retraitement sur une nouvelle ligne spécifique de l'état du résultat global consolidé intitulée « Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies ». La charge d'impôt correspondante de € 122 milliers, comptabilisée dans les comptes 2011 publiés dans « Impôts sur le résultat » a été reclassée sur la ligne « Effet d'impôts sur les éléments du résultat global » de l'état du résultat global. Compte tenu de ces éléments, l'impact de ce retraitement sur le résultat net est une augmentation de € 259 milliers, le résultat global total ainsi que le montant des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2011 restant inchangés.

Les pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite ne faisant l'objet d'un calcul qu'en fin d'année, seuls les comptes du quatrième trimestre 2011 et de l'exercice 2011 sont concernés par ce retraitement.

Impact du projet de la deuxième loi de finances rectificative pour 2012

Le Groupe estime que le seul impact lié à l'application du projet de deuxième loi de finances rectificative pour 2012 du Gouvernement français, en cours d'examen par le Parlement, concerne l'augmentation du taux de taxes (forfait social porté de 8 % à 20 %) sur les montants distribués au titre de l'intéressement versé aux seuls salariés de la société mère Lectra SA. La promulgation de ce projet avant le 30 juin aurait conduit le Groupe à constater une charge complémentaire d'environ € 0,1 million dans les comptes du premier semestre 2012.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémisses à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33 révisée. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêts ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement de programmes de R&D.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts bancaires, avances remboursables et autres dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie, le cas échéant.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières dans le compte de résultat.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales telles que leur performance est analysée par le Comité Exécutif. Il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersectorielle. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2012, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 27 sociétés consolidées par intégration globale.

Une filiale de Lectra SA, Lectra Maroc SARL, jusqu'alors non comprise dans le périmètre de consolidation du Groupe, est consolidée depuis le 1^{er} janvier 2012 par intégration globale. Les impacts de cette première consolidation sur les comptes du Groupe au 30 juin 2012 ne sont pas significatifs.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours du premier semestre 2012.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 juin 2012, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,4 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 1,4 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la société mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 juin 2012.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

4.1 Deuxième trimestre 2012

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin				
	2012		2011	Variation 2012/2011	
	Réel	A cours de change 2011	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	51 664	49 198	52 352	-1%	-6%
Coût des ventes	(14 364)	(14 130)	(15 805)	-9%	-11%
Marge brute	37 300	35 068	36 547	+2%	-4%
(en % du chiffre d'affaires)	72,2%	71,3%	69,8%	+2,4 points	+1,5 point
Frais de recherche et de développement	(2 948)	(2 948)	(3 082)	-4%	-4%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(28 859)	(27 777)	(26 046)	+11%	+7%
Résultat opérationnel	5 493	4 343	7 419	-26%	-41%
(en % du chiffre d'affaires)	10,6%	8,8%	14,2%	-3,6 points	-5,4 points
Résultat avant impôts	5 315	4 165	6 814	-22%	-39%
Impôt sur le résultat	(1 740)	na	(1 690)	+3%	na
Résultat	3 575	na	5 124	-30%	na

4.2 Premier semestre 2012

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin				
	2012		2011	Variation 2012/2011	
	Réel	A cours de change 2011	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	99 477	96 071	102 129	-3%	-6%
Coût des ventes	(27 240)	(26 902)	(30 228)	-10%	-11%
Marge brute	72 237	69 169	71 901	+0%	-4%
(en % du chiffre d'affaires)	72,6%	72,0%	70,4%	+2,2 points	+1,6 point
Frais de recherche et de développement	(6 027)	(6 027)	(6 019)	+0%	+0%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(56 876)	(55 371)	(53 001)	+7%	+4%
Résultat opérationnel	9 334	7 771	12 881	-28%	-40%
(en % du chiffre d'affaires)	9,4%	8,1%	12,6%	-3,2 points	-4,5 points
Résultat avant impôts	8 726	7 163	12 069	-28%	-41%
Impôt sur le résultat	(2 457)	na	(3 277)	-25%	na
Résultat	6 269	na	8 792	-29%	na

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

5.1 Deuxième trimestre 2012

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin						Variation 2012/2011	
	2012			2011			Données réelles	Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%			
Europe, dont :	23 541	46%	23 412	25 318	48%	-7%	-8%	
- France	4 795	9%	4 795	5 771	11%	-17%	-17%	
Amériques	12 580	24%	11 436	9 930	19%	+27%	+15%	
Asie - Pacifique	11 391	22%	10 122	13 910	27%	-18%	-27%	
Autres pays	4 153	8%	4 228	3 195	6%	+30%	+32%	
Total	51 664	100%	49 198	52 353	100%	-1%	-6%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin						Variation 2012/2011	
	2012			2011			Données réelles	Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%			
Logiciels, dont :	13 909	27%	13 378	13 884	27%	0%	-4%	
- nouvelles licences	5 970	12%	5 690	6 608	13%	-10%	-14%	
- contrats d'évolution logiciels	7 939	15%	7 688	7 276	14%	+9%	+6%	
Équipements de CFAO	15 294	30%	14 291	16 433	31%	-7%	-13%	
Maintenance hardware et services en ligne	9 140	18%	8 777	8 559	16%	+7%	+3%	
Pièces détachées et consommables	11 233	22%	10 732	10 990	21%	+2%	-2%	
Formation, conseil	1 984	4%	1 921	2 349	4%	-16%	-18%	
Divers	102	0%	100	138	0%	-26%	-28%	
Total	51 664	100%	49 198	52 353	100%	-1%	-6%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin						Variation 2012/2011	
	2012			2011			Données réelles	Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%			
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	23 351	45%	22 002	25 527	49%	-9%	-14%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	28 313	55%	27 196	26 826	51%	+6%	+1%	
- contrats récurrents	16 701	32%	16 099	15 354	29%	+9%	+5%	
- autres revenus récurrents sur la base installée	11 612	22%	11 097	11 472	22%	+1%	-3%	
Total	51 664	100%	49 198	52 353	100%	-1%	-6%	

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et des interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

5.2 Premier semestre 2012

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin						Variation 2012/2011
	2012			2011			
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :							
- France	47 510	48%	47 349	51 816	51%	-8%	-9%
Amériques	10 354	10%	10 354	10 877	11%	-5%	-5%
Asie - Pacifique	24 245	24%	22 686	19 993	20%	+21%	+13%
Autres pays	20 917	21%	19 118	24 764	24%	-16%	-23%
Total	6 804	7%	6 918	5 556	5%	+22%	+25%
	99 477	100%	96 071	102 129	100%	-3%	-6%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin						Variation 2012/2011
	2012			2011			
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :							
- nouvelles licences	27 778	28%	27 038	28 046	27%	-1%	-4%
- contrats d'évolution logiciels	12 129	12%	11 748	13 446	13%	-10%	-13%
Équipements de CFAO	15 649	16%	15 290	14 600	14%	+7%	+5%
Maintenance hardware et services en ligne	27 438	28%	26 107	30 471	30%	-10%	-14%
Pièces détachées et consommables	18 179	18%	17 656	17 176	17%	+6%	+3%
Formation, conseil	22 042	22%	21 331	21 354	21%	+3%	0%
Divers	3 862	4%	3 765	4 838	5%	-20%	-22%
Total	178	0%	175	244	0%	-27%	-28%
	99 477	100%	96 071	102 129	100%	-3%	-6%

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin						Variation 2012/2011
	2012			2011			
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	43 607	44%	41 794	49 001	48%	-11%	-15%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	55 870	56%	54 277	53 128	52%	+5%	+2%
- contrats récurrents	33 020	33%	32 158	30 889	30%	+7%	+4%
- autres revenus récurrents sur la base installée	22 850	23%	22 119	22 239	22%	+3%	-1%
Total	99 477	100%	96 071	102 129	100%	-3%	-6%

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et des interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin						Variation 2012/2011
	2012			2011			
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode (habillement, accessoires, chaussure)	21 378	49%	20 808	29 808	61%	-28%	-30%
Automobile	15 680	36%	14 596	13 994	29%	+12%	+4%
Ameublement	2 964	7%	2 926	2 531	5%	+17%	+16%
Autres industries	3 584	8%	3 465	2 668	5%	+34%	+30%
Total	43 607	100%	41 794	49 001	100%	-11%	-15%

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2012	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	47 510	24 245	20 917	6 804	0	99 477
Résultat opérationnel courant	3 121	4	(733)	817	6 125	9 334

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2011	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	51 816	19 993	24 764	5 556	0	102 129
Résultat opérationnel courant	5 007	(31)	744	719	6 442	12 881

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Dettes	Trésorerie nette (+) Endettement net (-)
Cash-flow libre	8,0	0,0	8,0
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,1	0,0	0,1
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	0,0	0,0	0,0
Versement de dividendes	(6,3)	0,0	(6,3)
Variation de l'endettement	(0,4)	0,4	0,0
Effet de la consolidation de Lectra Maroc	0,1	0,0	0,1
Effet de la variation des devises – divers	(0,1)	0,0	(0,1)
Variation de la période	1,5	0,4	1,9
Situation au 31 décembre 2011	26,3	(17,7)	8,6
Situation au 30 juin 2012	27,8	(17,3)	10,5
Variation de la période	1,5	0,4	1,9

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Au travers du seul contrat de liquidité confié à SG Securities (Groupe Société Générale) jusqu'au 21 mai puis à Exane BNP Paribas (cf. note 10).

Le cash-flow libre du premier semestre 2012 s'élève à € 8,0 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement de € 10,6 millions, d'investissements de € 3,0 millions et d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 0,5 million.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- - € 9,1 millions proviennent d'une forte diminution des créances clients, compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents ;
- + € 2,2 millions proviennent de l'augmentation des stocks, une part importante de cette augmentation étant liée au lancement de la nouvelle offre de découpe cuir Versalis ;
- + € 2,8 millions proviennent de la créance relative au crédit d'impôt recherche du semestre, comptabilisé mais non encaissé ;
- + € 1,9 million provient de la différence entre, d'une part la partie variable des salaires du Groupe et la prime d'intéressement relatives aux résultats de l'exercice 2011, payées en 2012, d'autre part les montants de ces mêmes charges comptabilisés au premier semestre 2012, qui seront payés en 2013.

Le besoin en fonds de roulement au 30 juin 2012 est négatif de € 3,2 millions. Il comprend une créance de € 12,9 millions au titre du crédit d'impôt recherche 2010, 2011 et du premier semestre 2012 non encaissé et non imputé sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 16,1 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. EVOLUTION DU LITIGE EN COURS AVEC INDUYCO

Ce litige fait l'objet d'un développement complet dans la note 23 de l'annexe aux comptes consolidés 2011 à laquelle il convient de se référer.

Dans son jugement du 21 octobre 2009, le tribunal arbitral avait alloué à Lectra des dommages et intérêts d'un montant global de € 26,1 millions (au 30 juin 2012)

En juin 2005, Lectra avait engagé une procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco (membre du groupe espagnol El Corte Inglés), le précédent actionnaire d'Investronica Sistemas, à la suite de l'acquisition de cette dernière. Aux termes du contrat d'acquisition signé le 2 avril 2004, les parties étaient convenues que les différends découlant de ce contrat seraient définitivement tranchés par voie d'arbitrage international à Londres, conformément aux règles de la Chambre de Commerce Internationale.

Par sa sentence rendue le 21 octobre 2009, le Tribunal Arbitral International avait alloué à Lectra une indemnisation globale de € 21,7 millions (plus intérêts) comprenant :

- € 15,1 millions à titre de dommages-intérêts (plus intérêts depuis le 30 juin 2005 et courant jusqu'au paiement) ;
- € 6,6 millions au titre des frais de procédure (plus intérêts depuis la décision jusqu'au paiement).

Induyco avait refusé de se conformer à cette sentence, qui s'imposait à elle en application du droit international, et engagé en Angleterre une procédure en annulation (la High Court of Justice de Londres l'avait entièrement débouté et lui avait refusé la possibilité de faire appel).

A la suite de larrêt de la Cour d'Appel de Madrid du 20 septembre 2010, Lectra avait obtenu l'exécution des garanties bancaires qu'Induyco lui avait consenties et avait encaissé € 15,1 millions.

Par sa décision rendue le 27 juin 2011, le Tribunal de Première Instance de Madrid a ordonné l'*exequátor* en Espagne de la sentence arbitrale. Il a donc confirmé la validité et le caractère exécutoire en Espagne de cette sentence et a rejeté l'opposition d'Induyco à la demande d'*exequátor* de Lectra. En confirmant la validité et le caractère exécutoire de la sentence arbitrale en Espagne, cette décision constitue une étape déterminante dans le règlement de ce litige. Induyco a fait appel de

ce jugement et les conclusions écrites des deux parties ont été déposées fin 2011. La décision de la Cour d'Appel de Madrid devrait être connue dans le courant du premier semestre 2013.

La société a seulement enregistré dans ses comptes € 15,1 millions effectivement encaissés sur le montant global de dommages et intérêts de € 26,1 millions

Induyco ayant fait appel de la décision du 27 juin 2011, celle-ci n'a pas conduit à modifier l'enregistrement de la sentence arbitrale dans les comptes du Groupe : le solde (€ 11,0 millions) du montant total (€ 26,1 millions au 30 juin 2012) des dommages et intérêts restant dû par Induyco n'a pas été enregistré dans les comptes au 30 juin 2012 et ne le sera que lors de son encaissement effectif.

Dans la mesure où l'intégralité des frais engagés (à l'exception de ceux relatifs aux procédures encore en cours en Espagne) a déjà été payée, l'exécution de la décision arbitrale se traduira par un encaissement net de trésorerie égal au solde restant dû par Induyco.

9. ENGAGEMENTS DE RETRAITE A PRESTATIONS DEFINIES

Les engagements de retraite à prestations définies s'élèvent à € 5,4 millions au 30 juin 2012, contre € 4,5 millions au 31 décembre 2011, en augmentation de € 0,9 million.

Au cours du premier trimestre 2012, le Groupe a procédé à une revue complète de l'ensemble des hypothèses actuarielles utilisées dans la valorisation de ses engagements de retraite à prestations définies, en faisant notamment appel à des actuaires indépendants. Cette révision a conduit le Groupe à augmenter la provision correspondante figurant dans l'état de la situation financière de € 0,9 million (dont € 0,7 million pour la société mère Lectra SA) et à comptabiliser une perte actuarielle de même montant dans l'état du résultat global du premier trimestre 2012. L'impact après impôts est de € 0,7 million.

10. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE – MISE EN ŒUVRE D'UN NOUVEAU CONTRAT DE LIQUIDITÉ AVEC EXANE BNP PARIBAS

Le 11 avril 2012, la SG Securities (Société Générale) a résilié le contrat de liquidité signé avec Lectra le 15 septembre 2005.

Depuis le 21 mai 2012, pour une période initiale s'achevant le 31 décembre 2012, renouvelable annuellement par tacite reconduction, Lectra a confié à Exane BNP Paribas l'animation de son titre dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Les moyens mis à disposition de l'ancien contrat ont été portés au crédit du compte de liquidité du nouveau contrat (146 965 actions Lectra et une somme de € 17 870).

Lectra pourra augmenter les actifs affectés à ce contrat, si nécessaire, à concurrence de € 1 000 000, sans toutefois dépasser la contrevaleur de 150 000 actions Lectra.

Au cours du premier semestre 2012, dans le cadre de ces contrats de liquidité, la société a acheté 53 175 actions et en a vendu 63 323 aux cours moyens respectifs de € 4,45 et de € 4,51.

En conséquence, au 30 juin 2012, elle détenait 123 706 de ses propres actions (soit 0,4 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 4,76, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

11. LIQUIDITÉ ET ENDETTEMENT BANCAIRE

11.1 Trésorerie disponible et trésorerie nette

(en milliers d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 804	26 320
Emprunts et dettes financières	(17 260)	(17 689)
Trésorerie nette (endettement financier net)	10 544	8 631

La trésorerie nette du Groupe s'est améliorée de € 1,9 million au premier semestre 2012, après versement du dividende de € 6,3 millions.

11.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 30 juin 2012, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Court terme	Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans	
Emprunt bancaire à moyen terme ⁽¹⁾	10 160	5 760	0	15 920
Avances remboursables ne portant pas intérêt ⁽²⁾	471	869	0	1 340
Lignes de crédit de trésorerie	0	0	0	0
Total	10 631	6 629	0	17 260

(1) Les dates de remboursement utilisées pour renseigner le tableau ci-dessus sont les dates contractuelles au plus tard, compte tenu des remboursements déjà effectués au 30 juin 2012, sans accélération au titre des différentes clauses correspondantes du contrat.

(2) Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D.

11.3 Emprunt bancaire à moyen terme

En 2007, la société a contracté un emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, auprès de Société Générale et Natixis, pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 au prix de € 6,75 par action.

Au cours de l'exercice 2011, la société a remboursé par anticipation € 3,8 millions le 30 juin au titre de la clause contractuelle d'excess cash-flow (il n'y aura pas de remboursement en 2012 au titre de cette même clause) et € 10 millions à sa propre initiative le 31 décembre (en plus de l'échéance contractuelle qui avait été réduite à € 0,6 million du fait du remboursement anticipé de € 10 millions réalisé le 31 décembre 2010).

Le solde de l'emprunt, soit € 15,9 millions au 30 juin 2012, est remboursable en trois échéances de € 0,6 million le 31 décembre 2012, € 9,6 millions le 30 juin 2013 et € 5,8 millions le 31 décembre 2013.

En 2012 comme en 2011, cet emprunt est soumis à intérêts au taux de l'Euribor 3 mois, majoré d'une marge de 0,95 % l'an.

La société avait couvert, dès la signature du contrat de prêt en 2007, son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt en convertissant ce taux variable en taux fixe, au travers de deux contrats de swaps de taux (cf. note 12). Le taux d'intérêt effectif global du premier semestre 2012, après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts, s'est élevé à 5,08 %.

11.4 Covenants

La société s'est engagée, pendant toute la durée de l'emprunt, à respecter le 31 décembre de chaque année, un premier ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*), et un second entre l'endettement financier net et l'EBITDA (*leverage*). En cas de non-respect de ces ratios, une clause du contrat de prêt prévoit le remboursement anticipé de la totalité de l'emprunt ; dans cette

hypothèse, la société se rapprocherait de ses banques pour trouver un accord amiable satisfaisant.

Comme la trésorerie disponible du Groupe était supérieure à l'endettement financier au 31 décembre 2011 (cf. note 11.1), les deux *covenants* étaient de fait respectés en 2011.

Les ratios à respecter en 2012 sont les suivants :

- Leverage : < 1,7
- Gearing : < 1

La société considère qu'elle respectera ces deux *covenants* au 31 décembre 2012.

Les clauses spécifiques attachées à ces *covenants* et aux autres conditions contractuelles, notamment le remboursement anticipé de l'emprunt, font l'objet d'une description détaillée dans la note 13.2.2 de l'annexe aux comptes consolidés 2011 à laquelle il convient de se référer.

12. INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Comme indiqué dans la note 11, la société a couvert son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions en convertissant le taux variable de l'emprunt (Euribor 3 mois) en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux. La couverture du risque de taux avait été réalisée sur la base de la meilleure estimation possible du montant de l'emprunt sur les différentes périodes couvertes, compte tenu des clauses contractuelles.

Le montant nominal de ces *swaps* étant toujours inférieur au nominal de l'emprunt, ils répondent aux critères d'une opération de couverture des normes IFRS. Leur juste valeur au 30 juin 2012 est négative de € 0,1 million. La part efficace, correspondant à la totalité de leur juste valeur, a été entièrement comptabilisée en capitaux propres. Aucune part non efficace n'a été comptabilisée en résultat financier au cours du premier semestre 2012.

A compter du 1^{er} juillet 2012 et jusqu'au 31 décembre 2012 (date d'échéance des *swaps* de taux), le montant nominal des *swaps* de taux a été réduit à € 5 millions (contre € 13 millions au 1^{er} janvier 2012). De ce fait, dans l'hypothèse où le taux Euribor 3 mois resterait identique à celui du 30 juin 2012 (0,93 %), le taux d'intérêt effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts serait réduit à 3,11 % au second semestre 2012 puis à 1,91 % jusqu'au dernier remboursement prévu le 31 décembre 2013.

13. RISQUE DE CHANGE

L'exposition aux risques de change et la politique de gestion de ces risques au sein du Groupe demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2011.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 juin 2012 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 2,4 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

La société a couvert, le 5 juillet, son exposition nette estimée au dollar américain pour le deuxième semestre par des achats d'options de change (*puts* dollar / *calls* euros) qui garantissent un cours de \$ 1,30 / € 1 si elles étaient exercées, tout en permettant de bénéficier de la totalité de la hausse du dollar en deçà de cette parité.

14. SENSIBILITE DU MODELE ECONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel à une variation de la parité euro / dollar

La parité moyenne retenue pour le budget 2012 était de \$ 1,30 / € 1 (contre une parité réelle de \$ 1,39 / € 1 en 2011 et de \$ 1,30 / € 1 au premier semestre 2012). A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,21 / € 1.

La parité euro / dollar réelle du premier semestre ayant été égale à celle retenue dans les hypothèses formulées le 9 février 2012 (\$ 1,30 / € 1), les seuls impacts mécaniques pour la totalité de l'exercice, par rapport à ces hypothèses, seraient ceux qui résulteraient d'un cours de change moyen au deuxième semestre différent de \$ 1,30 / € 1, précisés ci-dessous.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une hausse moyenne du dollar par rapport à l'euro de \$ 0,05 (faisant passer la parité de \$ 1,30 / € 1 à \$ 1,25 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires du second semestre d'environ € 1,2 million et du résultat opérationnel de € 0,6 million. A l'inverse, une baisse du dollar de \$ 0,05 (portant la parité moyenne à \$ 1,35 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

PricewaterhouseCoopers Audit
« Crystal Park »
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

KPMG SA
Domaine de Pelus
11, rue Archimède
33692 Mérignac Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE 2012

LECTRA S.A.

16-18, rue Chalgrin
75016 Paris

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lectra SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Le compte de résultat trimestriel consolidé du deuxième trimestre 2012 ainsi que les chiffres comparatifs du deuxième trimestre 2011 n'ont pas fait l'objet d'un examen limité de notre part.

Sur la base de notre examen limité et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe qui expose un changement de méthode comptable concernant la comptabilisation des pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. A l'exception de l'incidence éventuelle du fait exposé dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Mérignac, le 26 juillet 2012

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit SA

KPMG SA

Bruno Tesnière

Anne Jallet-Auguste

Eric Junières